

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la situation internationale en 2001, la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme, la question afghane, la situation au Proche-Orient, le dialogue des cultures, l'aide publique au développement, l'équilibre stratégique, la coopération entre la Russie et l'OTAN et l'action de l'Union européenne en faveur de la paix du monde, Paris, le 4 janvier 2002

Monsieur le Premier ministre,  
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,  
Monsieur le Ministre de la Coopération,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames, Messieurs,  
Monsieur le Nonce,

Merci pour vos paroles qui m'ont touché et qui, au terme d'une année marquée par de si terribles événements, prennent une résonance singulière. A mon tour, je forme à votre intention des vœux très sincères et, par votre intermédiaire, j'adresse à Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II mes sentiments déferents ainsi que les souhaits chaleureux du peuple français.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Il y a un peu plus d'un an, nous avons rêvé de réconciliation et de progrès. C'était au sommet du millénaire. Puis le ralentissement de l'économie, les turbulences autour du G8 de Gênes, les excès de la conférence de Durban avaient ébranlé nos certitudes. Soudain, la folie criminelle du 11 septembre nous a frappés au cœur.

Rappelons-nous l'horreur, l'intensité du choc, l'émotion de millions de femmes et d'hommes témoins de cette tragédie, les symboles de la plus grande puissance touchés. Tout d'un coup, le monde semblait vaciller.

Et pourtant, le sentiment d'angoisse qui a pu saisir nos peuples à cet instant a été surmonté. Dès le lendemain, à l'initiative d'ailleurs de la France, le droit a été rappelé par le Conseil de Sécurité : le terrorisme menaçait la paix et la sécurité internationales, la riposte était donc légitime. Le droit mais aussi la fermeté : dans un élan remarquable, le peuple américain a réagi, soutenu par le monde entier.

Et puis ces derniers mois, le sursaut est venu de Doha, avec le lancement du nouveau cycle de négociations commerciales. Il est venu de Marrakech, avec l'accord sur le protocole de Kyoto. Il est venu des Balkans, région troublée par l'histoire : de Macédoine, où un accord politique a été trouvé avec le soutien de l'Union européenne et du Kosovo, où la participation de toutes les communautés aux élections devrait favoriser l'enracinement de la démocratie.

Mais la crise ouverte le 11 septembre n'est pas vraiment terminée. Elle reste au centre de nos pensées et de notre action. Quelles leçons tirer de ces attentats mais aussi des réactions qu'ils ont suscitées ? Comment appréhender les changements que ces événements révèlent ? Sur toutes ces questions, je souhaite vous dire les analyses et les propositions de la France.

\*

D'abord l'Afghanistan. Nous devons y mener à bien l'action engagée, avec trois objectifs. En premier lieu, détruire Al Qaïda et ses soutiens. Cette mission est en voie d'achèvement. La France y a participé dès le départ car, dans l'épreuve, manifester à notre allié notre solidarité allait de soi. Notre marine, notre aviation, notre armée de terre ont été engagées. Il faut aller jusqu'au bout de cet objectif militaire et le circonscrire au territoire afghan, sauf preuve irréfutable de collusion d'un autre pays dans l'organisation des attentats ou dans l'accueil des principaux responsables de ces actes criminels.

Parallèlement, tout doit être fait pour favoriser la mise en oeuvre de l'accord politique auquel sont parvenus les Afghans à la conférence de Bonn. C'est le seul chemin pour que ce pays retrouve la stabilité, dans le respect des droits et des libertés. Son avenir est l'affaire du peuple afghan mais il doit se construire en tenant compte d'un environnement régional complexe. Et l'Afghanistan doit cesser d'être une base du terrorisme. Il doit cesser aussi d'être un centre de production de stupéfiants.

La recherche d'une solution politique est donc essentielle. C'est pourquoi j'ai plaidé pour un rôle majeur des Nations Unies et c'est pourquoi la France a soutenu l'action de Lakhdar BRAHIMI et c'est pourquoi elle a demandé dès le départ, avec insistance, que les parties afghanes se réunissent d'urgence pour établir, sans délai, une administration provisoire du pays. C'est pourquoi elle entend aussi favoriser la mise en place de cette administration et participe à la force internationale de sécurité prévue par les accords de Bonn. Les premiers soldats français de cette force viennent d'arriver à Kaboul. Leur mission est de faciliter l'installation des nouvelles autorités afin de leur permettre d'assumer leurs responsabilités en toute souveraineté.

Enfin, nous devons poursuivre l'action humanitaire. C'est un devoir moral et la France y prend toute sa part pour alléger les souffrances d'un peuple meurtri par des décennies de guerre. Action qui doit être complétée par un programme de reconstruction. Nous sommes également prêts à nous y associer dès lors qu'un projet politique solide ouvrira de réelles perspectives d'avenir.

\*

Au-delà de l'Afghanistan, les attentats du 11 septembre dernier nous obligent à une vigilance accrue pour garantir la sécurité de nos peuples.

Le terrorisme a souvent frappé dans l'histoire. Chaque fois, c'est le même fanatisme qui s'exprime dans le mépris de la vie humaine, la même haine qui s'exprime dans l'action destructrice. Mais ce qui est nouveau dans le terrorisme aujourd'hui, c'est qu'il acquiert une capacité de dévastation qui atteint nos sociétés en leur coeur.

L'attentat perpétré contre le Parlement indien le 13 décembre en est un nouvel exemple. La France, comme la communauté internationale, l'a condamné avec la plus grande fermeté. Elle appelle le Pakistan à redoubler d'efforts pour priver les terroristes de leurs bases. Elle appelle les deux pays à la retenue pour éviter que ce drame ne dégénère en conflit armé.

Contre les terroristes, nos sociétés doivent se défendre avec détermination et efficacité.

Empêchons les terroristes de s'adosser à des Etats. Veillons à ce qu'ils ne puissent, en aucun cas, se procurer des matières biologiques, chimiques ou nucléaires. Agissons pour qu'ils ne puissent jouer des facilités de communication ou des différences entre les lois des Etats. Asphyxions les réseaux de financement, occultes ou légaux. Assurons-nous que les auteurs de ces crimes ou leurs complices ne trouvent ni accueil, ni asile. Traquons-les partout.

Ce combat, nous le menons ensemble avec le Gouvernement. La France est engagée avec détermination. C'est déjà à son initiative que le G8 avait, lors du Sommet de Lyon en 1996, entrepris la lutte contre le blanchiment de l'argent sale. C'est elle qui a proposé en novembre dernier que le GAFI, instrument de cette politique, étende sa compétence au terrorisme. C'est également à son initiative qu'a été conclue la Convention contre le financement du terrorisme,

dont les principales dispositions ont été reprises dans la résolution 1373 du Conseil de Sécurité. Mais le combat contre le terrorisme ne peut reposer seulement sur la coopération et la bonne foi. Des pays chercheront toujours à se soustraire à leurs obligations, directement ou du fait de structures mal contrôlées. Aussi la France souhaite-t-elle à la fois une surveillance accrue, des actions incitatives et l'adoption de mesures coercitives contre les Etats qui refuseraient de coopérer.

La légitimité de ces actions coercitives implique qu'elles ne soient pas unilatérales. Elles peuvent d'ores et déjà s'appuyer sur le Conseil de Sécurité qui, en application de la résolution 1373, est mandaté pour agir au cas par cas. Nous devons cependant, parallèlement, veiller à ce que tous les accords de lutte contre le terrorisme, de même que tous les accords de non-prolifération, s'accompagnent d'un mécanisme international de contrôle efficace. Aussi, faut-il ouvrir ou compléter de nombreux chantiers, en particulier celui de la Convention d'interdiction des armes biologiques. La dotation d'un mécanisme de vérification efficace et universelle doit rester un objectif prioritaire.

Enfin, la crise que nous traversons nous rappelle le potentiel déstabilisateur des pays où l'Etat n'est pas en mesure de faire respecter la loi et l'ordre. Un regard nouveau doit être porté sur tous ces territoires où peuvent s'épanouir trafics et réseaux terroristes. La communauté internationale ne peut laisser se développer de telles zones de non-droit. Il est de la responsabilité du Conseil de Sécurité de se pencher sur ce phénomène.

\*

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Analyser les événements du 11 septembre, c'est également réfléchir sur le décalage entre la condamnation quasi unanime des attentats par les gouvernements et les réactions de certains peuples.

D'aucuns ont cru déceler dans ces réactions la confirmation que le XXI<sup>e</sup> siècle verrait s'affronter les civilisations et qu'Al Qaïda agissait au nom de l'Islam et qu'elle exprimait le rejet d'un monde occidental arrogant et impérialiste.

Une nouvelle fois, je m'élève avec force contre tout amalgame entre l'Islam et le terrorisme. Vous avez eu raison, Monsieur le Nonce, de le souligner. C'est à la fois infondé et injuste. Comme les autres grandes religions, l'Islam est porteur de valeurs universelles. L'extrémisme religieux, avec son cortège de fanatisme et d'intolérance, repose toujours sur une déformation grossière de leurs messages essentiels.

Quant à la référence au choc des civilisations, elle est un piège tendu par les terroristes dont l'objectif est précisément de soulever les hommes, culture contre culture, religion contre religion. Nous devons cependant être attentifs à ces réactions des peuples, comme à l'ampleur des mouvements de contestation de la mondialisation. Tout en refusant les confusions intellectuelles, les analyses parfois sommaires, nous ne devons pas être aveugles ni sourds. Il faut résoudre les conflits dont la permanence ne peut que susciter frustrations et débordements. Il faut prendre en compte l'angoisse ou la détresse des peuples. Ne pas les laisser sans espoir de développement et sans espoir de paix dans la dignité.

Au Proche-Orient, il y a eu trop de sang, trop de violence depuis Camp David. Israéliens et Palestiniens se sont enfermés dans un cycle infernal perdant de vue l'essentiel : la sécurité pour les Israéliens, dans un environnement pacifique, propice à la coopération et la création d'un Etat viable pour les Palestiniens, assurant le progrès dans la dignité.

La peur, la frustration, la colère doivent être surmontées. L'Autorité palestinienne doit être sans faiblesse à l'égard du terrorisme car il conduit la Palestine au chaos. Israël ne doit pas affaiblir Yasser ARAFAT et subordonner la reprise du dialogue à des conditions irréalisables car cela rend les extrémistes arbitres du jeu.

Le temps est venu pour la communauté internationale de mesurer les risques que présenterait l'agonie du processus de paix et de le faire revivre. Il y a dix ans, un grand espoir était né à Madrid et il y a un peu plus d'un an, à Charm El Cheikh, la rencontre des parties autour de pays amis avait redonné des perspectives. C'est ce qu'il faut faire à nouveau aujourd'hui en réunissant une table de négociations. Et je souhaite le plein engagement des Etats-Unis, avec le concours de

une table de négociations. Et je souhaite le plein engagement des Etats-Unis, avec le concours de l'Europe, pour imposer cette voie, car il n'y en a pas d'autre.

Parallèlement, le dialogue des cultures, véritable gage de paix alors que le destin des peuples se mêle comme jamais, doit évidemment être favorisé. Les Etats peuvent y contribuer en plaçant ce thème au coeur des débats. Les francophones s'y emploieront à Beyrouth, en octobre prochain. Je propose en outre que l'Unesco organise un cycle ambitieux de rencontres entre représentants les plus divers des grandes civilisations, choisis parmi les forces vives de nos sociétés, pour parler de notre avenir commun. Rencontres qui pourraient se tenir dans des lieux hautement symboliques comme par exemple la grande bibliothèque d'Alexandrie, l'université de Bénarès, celle de Salamanque, ou la Sorbonne.

Il est temps enfin d'aborder avec plus d'audace la question du financement des biens publics mondiaux et du développement. Les indispensables infrastructures dans les pays pauvres, la lutte contre le réchauffement climatique, la dégradation des sols, la gestion durable des ressources en eau douce requièrent des investissements considérables.

La relance de l'aide publique au développement est impérieuse. Mais cela ne suffira pas à couvrir les besoins. Il faudra donc faire appel à d'autres sources de financement. Elles existent puisque la mondialisation génère par elle-même des richesses immenses.

Abordons avec pragmatisme le débat sur l'aide internationale. En prélevant, sous une forme à déterminer, une part très modeste de ces richesses nouvelles, nous apporterions les ressources complémentaires dont le monde a besoin. Il faudra aussi mobiliser davantage les financements privés à côté des financements publics, avec l'objectif de conclure à Johannesburg un nouveau pacte global entre le nord et le sud.

Et la France, dans le même temps, ne ménagera pas ses efforts en faveur de l'Afrique. A Gênes lors du G8, comme à Laeken au Conseil européen, j'ai plaidé pour qu'ensemble, nous saisissions l'occasion historique que nous offre le "Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique". Il est proposé par les Africains eux-mêmes. Il répond aux préoccupations des pays du nord qui doivent faire preuve de générosité. C'est la chance d'un nouveau départ.

\*

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Depuis le 11 septembre, notre regard sur le monde n'est plus le même. Les événements, leurs suites, ont révélé des menaces qu'il faut contrer, des faiblesses qu'il faut corriger mais aussi des tendances favorables qu'il faut encourager.

Jamais, depuis cinquante ans, les principales puissances n'avaient connu une telle entente. Jamais les Etats-Unis, l'Europe, la Russie, la Chine mais également d'autres grands pôles politiques dans le monde n'avaient été à ce point à l'unisson. Chacun a pu mesurer que sa sécurité et la sécurité de tous étaient liées. La multiplication des sommets en a témoigné. Nous avons la responsabilité de faire en sorte que l'esprit de dialogue s'affirme durablement. Cette responsabilité est d'abord celle des Etats-Unis. C'est à ce prix que nous trouverons des solutions communes aux principaux problèmes du monde.

Pour n'en citer qu'un, je mentionnerai la nécessité d'assurer l'équilibre stratégique dans ce nouveau siècle. Alors que les Etats-Unis viennent de se retirer du traité ABM, nous devons définir les éléments d'un nouveau cadre stratégique contraignant. C'est un objectif qui nous concerne tous.

Je souhaite, dans ce contexte, que la relation de coopération entre la Russie et le monde occidental, qui a pris corps dans la période récente, s'approfondisse. C'est essentiel pour la stabilité de l'Europe et du monde.

La France, à l'origine de l'acte fondateur en 1997, oeuvre aujourd'hui pour que le choix stratégique de Moscou reçoive une réponse ouverte. La Russie et les Etats membres de l'OTAN doivent ensemble pouvoir traiter de sujets militaires et de défense pour parvenir à des conclusions, voire à des décisions communes.

Et alors que l'Union européenne se dote de la capacité de conduire des opérations militaires, ouvrons la possibilité à la Russie de s'y associer. Au-delà des questions militaires, ce grand pays doit être un partenaire global de l'Union européenne. Ensemble, nous pourrions mieux faire face

à de nombreux problèmes de sécurité et notamment à ceux qui sont liés au crime organisé, au trafic des êtres humains, à celui de la drogue. C'est dans cet esprit que la France a proposé à Laeken la création d'un Conseil de sécurité intérieure associant les Quinze et la Russie sur un pied d'égalité. Nos partenaires, vous le savez, en ont accepté le principe.

\*

L'Europe a tiré les enseignements des événements du 11 septembre mais des progrès restent à accomplir.

Notre identité commune s'est affirmée, symbolisée par ce moment de recueillement observé d'un bout à l'autre du continent le 14 septembre à midi. Une identité qui se nourrit de nos valeurs communes : la paix, la démocratie, l'attachement à la dignité de l'homme. Une identité que conforte, désormais, l'utilisation d'une même monnaie. Car c'est pour l'Union un moment historique. Avec l'euro, l'économie européenne dispose d'une monnaie stable et solide. Nous créons une zone de stabilité monétaire de plus de 300 millions d'habitants qui vient renforcer le système monétaire mondial. Mais avec l'euro, ce n'est pas seulement l'Europe économique que nous bâtissons, c'est aussi l'Europe de nos citoyens, désormais réunis par un bien commun : leur monnaie, qu'ils ont dès le premier jour adoptée avec confiance et empressement.

L'Union s'est aussi mobilisée avec rapidité pour répondre au besoin de sécurité exprimé par ses citoyens. L'adoption d'un mandat d'arrêt européen constitue un progrès du droit dont on ne mesure pas encore toute la portée. Il reflète la confiance que nous accordons mutuellement à nos démocraties et à nos systèmes judiciaires. L'Union est le bon niveau pour protéger les citoyens contre le terrorisme et le crime organisé. Aujourd'hui plus encore, l'Europe est tout à la fois une évidence, une nécessité et une urgence.

Mais l'Europe doit encore progresser pour être en mesure d'agir de façon collective dans la gestion d'une crise comme celle de l'Afghanistan, notamment sur le plan militaire. Nous avons mis en place les instruments d'une diplomatie et d'une défense. Mais il ne suffit pas de déclarer l'Union "opérationnelle". Il faut maintenant qu'elle agisse concrètement sur le terrain, car c'est en assurant effectivement les responsabilités que nous lui avons assignées que l'Europe tiendra toute sa place dans le monde.

Dans les Balkans, l'Union européenne a, depuis plus de dix ans, joué un rôle majeur pour la stabilité et la victoire de la démocratie. Les soldats européens ont été au premier rang. Mais l'Union doit faire plus. Elle a, en tant que telle, la vocation et les moyens d'assumer un rôle opérationnel dans cette région. Je ne doute pas qu'elle en aura la volonté et la France fera des propositions à cette fin.

Et au-delà, nous devons faire en sorte que l'Europe ait une véritable diplomatie active, cohérente, inventive. Ce sera l'un des principaux objectifs du chantier de refondation de l'Union européenne qui va nous mobiliser pendant les deux prochaines années. Ses autres enjeux sont d'une importance égale : comment combler le fossé entre le citoyen européen et ses institutions ? Comment concilier représentation et efficacité ? Comment répondre au besoin de leadership, dans une Union à plus de vingt-cinq Etats ?

Telles sont les principales questions que la Convention sur l'avenir de l'Europe doit traiter. La présence à sa tête du Président Valéry GISCARD d'ESTAING, dont chacun connaît l'engagement européen, est un atout pour préparer cette grande négociation que la France aborde avec ambition.

L'Europe a beaucoup à apporter : parce qu'elle s'est construite sur les ruines de la guerre, elle offre un message de réconciliation et parce qu'elle a su combiner marché unique et solidarité, elle propose un modèle de société équilibrée et parce qu'elle s'est bâtie dans le respect de ses Nations, elle représente un exemple réussi de dialogue des cultures.

\*

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Le chemin que poursuit l'Europe est celui de l'unité dans la diversité, du progrès dans la paix. C'est le message des pères fondateurs. C'est un message d'espoir. C'est celui que je vous demande de transmettre, avec mes vœux personnels les plus chaleureux, à tous vos chefs d'Etat

et de gouvernement qui sont, souvent, pour moi des amis. A chacune et à chacun d'entre vous, j'adresse également mes souhaits les plus sincères de bonheur et de prospérité.

Je vous remercie.